

Ce que les entreprises disent...



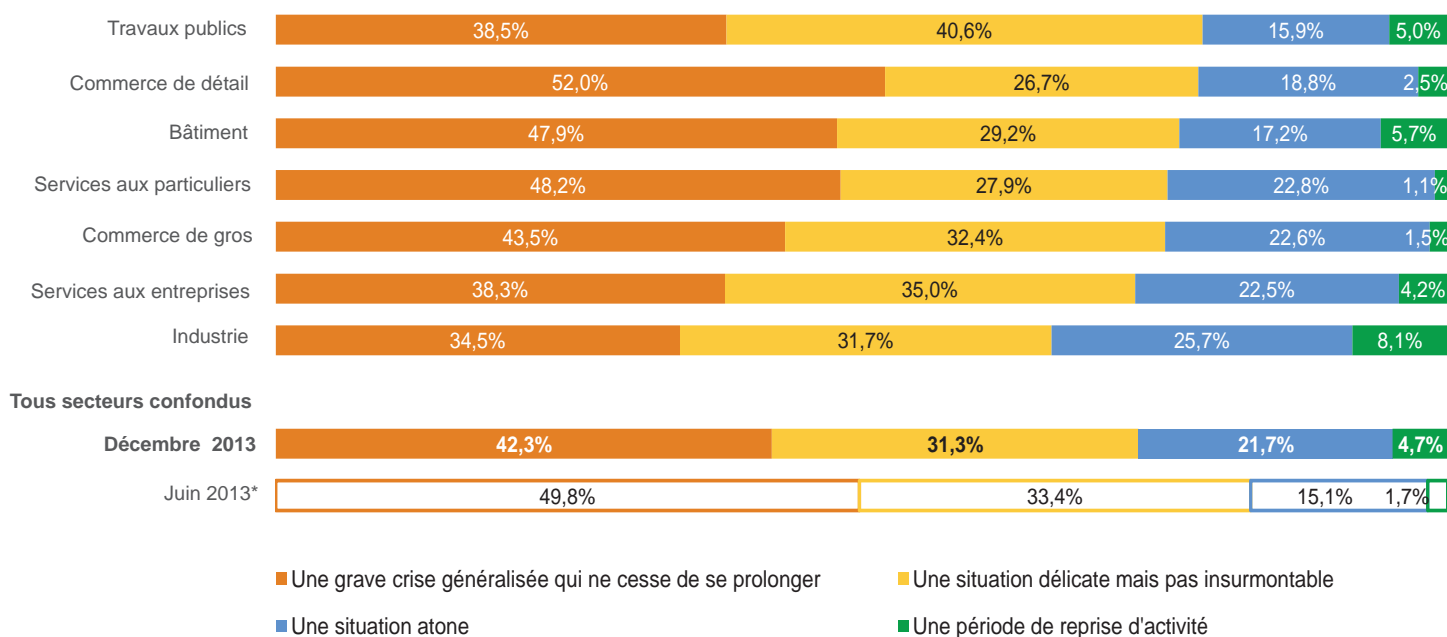
DES EFFETS DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE ACTUELLE

Enquête décembre 2013

Chaque semestre, les Chambres de commerce et d'industrie de Champagne-Ardenne enquêtent les chefs d'entreprise sur la conjoncture économique régionale. Soucieux des impacts économiques et financiers actuels auxquels doivent faire face les entreprises de notre territoire, nous avons souhaité prolonger le travail lancé depuis fin 2008 afin de connaître la perception de l'environnement actuel et futur des chefs d'entreprise. Ainsi, nous leur avons proposé de répondre à des questions concernant entre autres, le contexte concurrentiel, les mesures prises pour s'adapter à la conjoncture actuelle mais aussi des questions relatives au financement de leur entreprise.

► Un contexte économique qui apparaît légèrement moins défavorable

Selon vous, le contexte économique actuel marque-t-il :



Au second semestre 2013, ce sont près de 74 % des chefs d'entreprise qui considèrent la situation économique difficile, soit une proportion de près de 10 points de moins qu'il y a six mois.

Ce semestre, 42,3 % des dirigeants estiment que ce contexte économique est le prolongement d'une situation grave et généralisée contre 49,8 % six mois plus tôt. Ces inquiétudes apparaissent toujours plus particulièrement marquées dans le commerce de détail, secteur notamment touché par la baisse de la consommation des ménages.

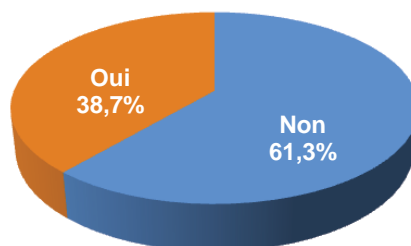
Près d'un tiers des entreprises estiment que le contexte économique est délicat, sans pour autant le qualifier d'insurmontable. 21,7 % des entreprises témoignent d'une situation atone et près de 5 % des entreprises signalent une amélioration contre moins de 2 % il y a six mois.

* Le secteur des services aux particuliers n'était pas interrogé lors de l'enquête de juin 2013.



► Pas de changement de modèle économique pour la majorité des entrepreneurs

Assiste-t-on à un changement de modèle économique :



61,3 % des entreprises estiment que le modèle économique n'a pas évolué contre 57,4 % en juin 2013. Les commerçants sont proportionnellement les plus nombreux à évoquer un changement de modèle économique : 53,6 % pour les détaillants et 43,4 % pour les grossistes.

Les entreprises du commerce témoignent notamment du développement du e-commerce et de ses effets sur le commerce traditionnel. D'autres commerçants évoquent le changement de mode de consommation des clients qui tendent à limiter leurs achats « plaisir ». De manière plus générale, de nombreux entrepreneurs ont fait part d'une exigence supérieure des clients en termes de délais et d'une visibilité de la demande qui se réduit.

► Des positions concurrentielles qui évoluent

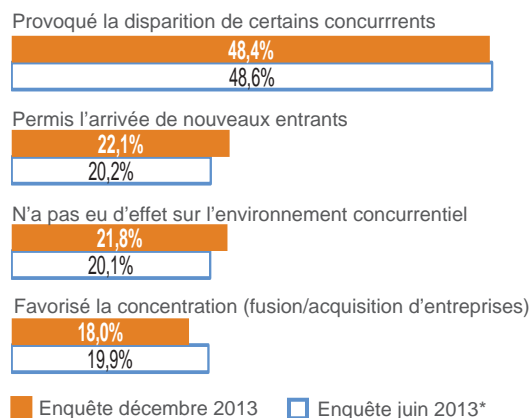
La majorité des chefs d'entreprise considèrent que la conjoncture actuelle participe à l'évolution de l'environnement concurrentiel, seuls 21,8 % ne signalant aucun impact.

48,4 % des entreprises évoquent la disparition de certains concurrents, soit une proportion similaire à celle observée il y a six mois. Cet impact est une nouvelle fois davantage cité par les entreprises de la construction (61,3 % dans le bâtiment et 51,2 % dans les travaux publics).

22,1 % des entreprises estiment que ce contexte a favorisé l'arrivée de nouveaux entrants. Ce renouvellement du tissu productif est plus particulièrement évoqué par les entreprises du bâtiment (38,9 %).

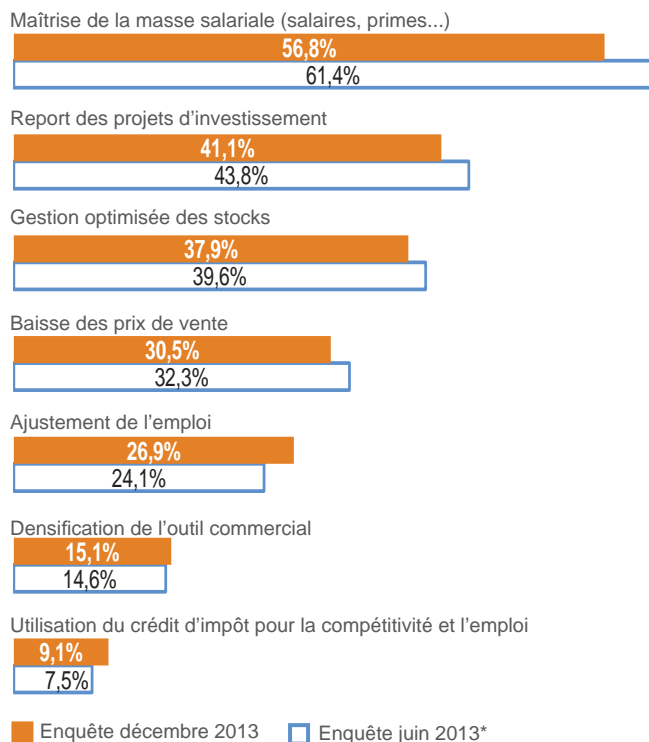
18 % des chefs d'entreprise font part d'une plus grande concentration par des fusions/acquisitions d'entreprises. Les grossistes sont proportionnellement les plus nombreux à évoquer cet effet (28,1 %).

Sur votre marché, la conjoncture du moment a selon vous :

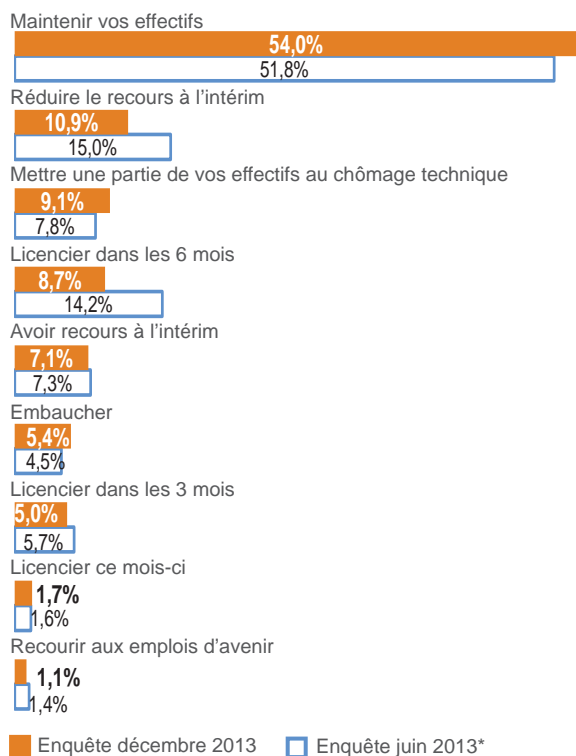


* Le secteur des services aux particuliers n'était pas interrogé lors de l'enquête de juin 2013.

Quelles principales mesures avez-vous prises pour vous adapter à la conjoncture actuelle :



En matière d'emploi, si la conjoncture devait persister, avez-vous l'intention de :



► Maîtrise de la masse salariale, première préoccupation

Pour faire face à ce contexte économique, près de 57 % des chefs d'entreprise continuent de privilégier la maîtrise de la masse salariale (salaires, primes...).

Ce sont plus de quatre entreprises sur dix qui, face à un manque de visibilité quant à la demande, optent pour un report des projets d'investissement.

Aussi, au cours des derniers mois, 37,9 % des dirigeants ont mis en place une gestion optimisée des stocks en vue d'en réduire les coûts affiliés.

Si globalement trois entreprises sur dix baissent leurs prix de vente, notons que cette proportion atteint 54,4 % dans le secteur du bâtiment.

9,1 % des entreprises ont signalé l'usage du crédit d'impôt pour la compétitivité et l'emploi, mis en place en 2013. Les industriels restent les plus nombreux à utiliser ce dispositif (14 %).

► Maintien des effectifs pour plus d'une entreprise sur deux

En matière d'emploi, si la conjoncture devait persister, 54 % des dirigeants opteraient pour un maintien de leurs effectifs.

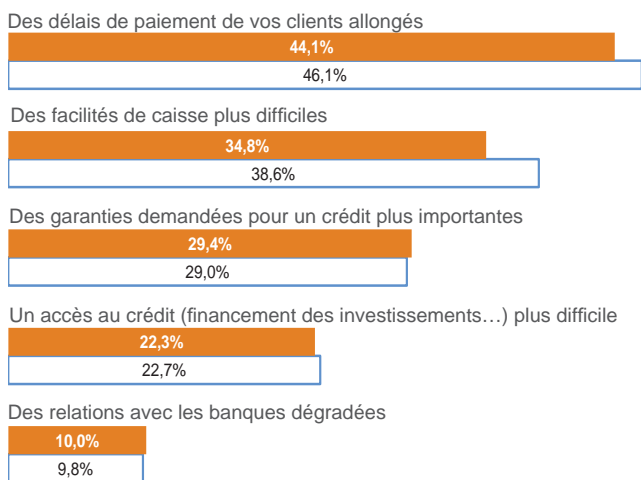
L'intérim apparaît une nouvelle fois comme la première variable d'ajustement, bien que la proportion d'entreprises envisageant une réduction du recours à l'intérim, passe de 15 % en juin 2013 à 10,9 % six mois plus tard.

Le recours au chômage technique est envisagé par 9,1 % des chefs d'entreprise et concerne toujours plus particulièrement le secteur industriel (17,3 %).

Soulignons enfin que 13,7 % des entreprises anticipent des licenciements dans les trois à six mois à venir contre près de 20 % six mois plus tôt.

* Le secteur des services aux particuliers n'était pas interrogé lors de l'enquête de juin 2013.

Au cours du deuxième semestre 2013, vous avez constaté :



■ Enquête décembre 2013 □ Enquête juin 2013*

► Allongement des délais de paiement pour plus de quatre entreprises sur dix

Les délais de paiement des clients se sont allongés pour 44,1 % des entreprises au cours du dernier semestre 2013. Ce phénomène touche plus particulièrement les secteurs du commerce de gros (58,9 %), des travaux publics (57,9 %) et des services aux entreprises (53,8 %).

Comme lors des précédentes enquêtes, plus d'un tiers des entreprises constatent un durcissement des conditions bancaires en lien avec les facilités de trésorerie.

Aussi, pour l'octroi d'un crédit (financement des investissements...), 29,4 % des entreprises font face à une hausse des garanties demandées par les banques. De nouveau ce semestre, plus de 22 % des entreprises évoquent un accès au crédit plus difficile.

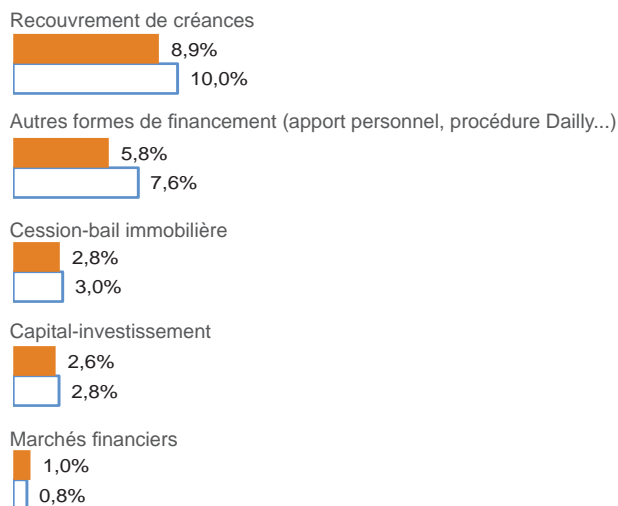
► La banque, interlocuteur privilégié pour le financement des entreprises

Au cours du premier semestre 2014, les entreprises seraient peu nombreuses à utiliser d'autres outils de financement que le système de prêt bancaire (moins de 15 % des entreprises).

Dans le but d'optimiser la gestion de la trésorerie, 8,9 % des chefs d'entreprise pourraient utiliser le recouvrement de créances (près de 13 % dans le secteur industriel et dans le commerce de gros).

Parmi les autres formes de financement, certains chefs d'entreprise évoquent la possibilité de réaliser un apport personnel.

Pensez-vous utiliser d'autres formes de financement au cours du premier semestre 2014 :



■ Enquête décembre 2013 □ Enquête juin 2013*

Ce que les entreprises disent...

DES EFFETS DE LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE ET FINANCIÈRE ACTUELLE - FÉVRIER 2014

Rédaction : Direction des études économiques - Chambre de Commerce et d'Industrie Champagne-Ardenne
10 rue de Chastillon - CS 50537 - 51011 CHALONS-EN-CHAMPAGNE cedex
Tél. : 03 26 69 33 40 - Fax : 03 26 69 33 69 - www.champagne-ardenne.cci.fr

